

ESSENTIEL'IMMO

EVOLIS

GRENOBLE

BILAN 2023



ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES

STABILITÉ RETROUVÉE EN 2024 ?

C'est peu de dire que l'année 2023 fut mouvementée ! Les gouvernements ont dû faire face à la multiplication des conflits armés à travers le monde et à l'intensification des catastrophes météorologiques ; des phénomènes qui ont perturbé les chaînes internationales d'approvisionnement et déstabilisé les marchés financiers.

La croissance économique mondiale a largement pâti de cette configuration : la reprise espérée s'est trouvée largement contrariée par la montée de l'inflation et la persistance de tensions et risques financiers imputables au resserrement des politiques monétaires.

L'ensemble de ces éléments a naturellement eu un fort impact sur l'économie française, et par ricochet, sur la bonne santé des sociétés françaises, réduisant leur résultat et leur capacité d'investissement. Selon la note de conjoncture publiée par l'INSEE en décembre, l'investissement des entreprises non financières a nettement ralenti au troisième trimestre 2023, se réduisant à +0,5 % après +1,2 % au deuxième trimestre.

L'économie française a observé une croissance faible voire nulle de son PIB (révisée à + 0,8% sur l'ensemble de l'année 2023 selon les dernières estimations de la Banque de France).

Conséquence de la crise débutée fin 2021 où les prix de l'énergie et des matières premières avaient décollé, l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé (à près de 5 % en 2023), avant d'amorcer une légère décline en fin d'année.

Parallèlement, la remontée des taux directeurs (à plus de 4 %), décidée par la BCE pour tenter de juguler les effets négatifs de cette mécanique inflationniste, a considérablement pesé sur les taux d'intérêt, réduisant dans le même temps le pouvoir d'achat des ménages et la capacité d'emprunt des entreprises.

Ces facteurs couplés au ralentissement de l'activité économique ont logiquement fini par impacter le marché du travail en France. Le taux de chômage national est reparti à la hausse (une augmentation annuelle de 0,2 point, à 7,4 % de la population active en France) tandis que le moral des chefs d'entreprises reste en berne : l'indicateur du climat des affaires de décembre 2023 s'établit à 97,7 et reste au-dessous de sa moyenne de longue période (100) alors qu'il s'établissait à 102,2 en décembre 2022. ►

CROISSANCE DU PIB

- 0,1 %

T3 2023 - en baisse de 0,2 pt sur un an

Source : INSEE

TAUX DE CHÔMAGE

7,4 %

T3 2023 - en hausse de 0,2 pt sur un an

Source : INSEE

INFLATION ANNUELLE

+ 4,9 %

Décembre 2023 : indice des prix à la consommation

Source : INSEE

CLIMAT DES AFFAIRES

98

Décembre 2023 - en baisse de 4 points sur un an

Source : INSEE

ACTUALITÉS ÉCONOMIQUES

Tous ces éléments ont impacté le marché de l'immobilier d'entreprise, que ce soit sur le versant du marché utilisateur, toutes classes d'actifs confondues, comme celui du marché de l'investissement, qui enregistre l'un de ses pires résultats annuels en 2023

Pour autant, le tableau n'est pas si sombre : quelques signes de détente sont d'ores et déjà palpables depuis la fin 2023 comme en témoignent la demande résiliente des consommateurs malgré la baisse du pouvoir d'achat, les réponses politiques apporté à la crise bancaire du début de 2023 ou encore la stabilisation des prix de l'énergie.

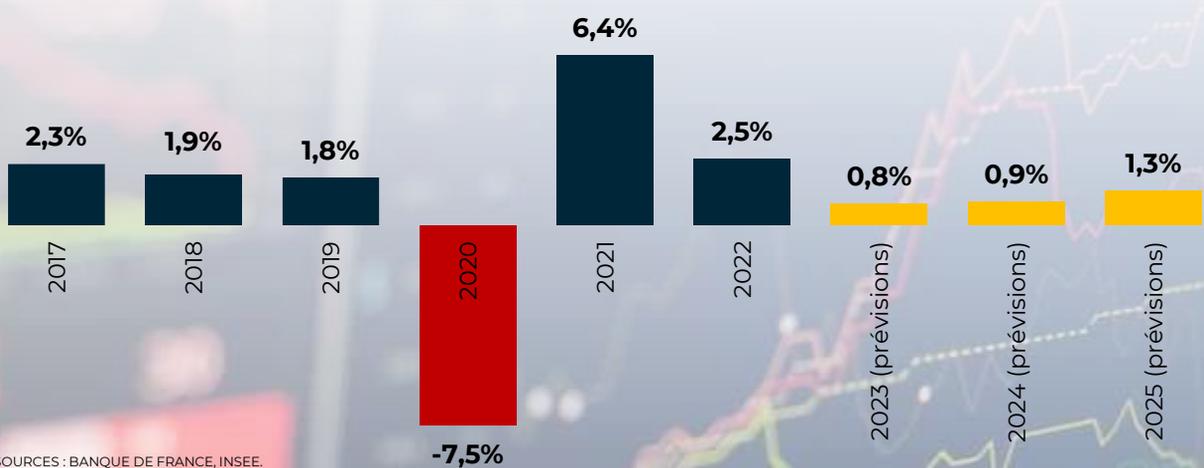
L'inflation tend à ralentir ainsi à un rythme de + 4,9 % après + 5,2 % en 2022, une détente qui pourrait avoir un impact positif sur le pouvoir d'achat et permettrait de stimuler la demande des ménages, moteur essentiel de la croissance française.

La politique monétaire de la BCE se veut très réactive : après avoir augmenté ses taux de manière abrupte, elle n'exclut pas d'assouplir sa politique restrictive au cours de la seconde moitié de l'année 2024, si l'inflation maintient sa trajectoire baissière. La prudence reste de mise, mais les signaux envoyés aux marchés se veulent plus rassurants qu'en 2023. La baisse des taux d'intérêt serait ainsi une bonne nouvelle pour le dynamisme de l'économie française.

La croissance devrait rester faible, mais positive autour de 1 %, au cours du premier semestre. Les analystes les plus optimistes optent pour un redémarrage plus accentué sur la seconde partie de l'année.

SOURCES : BANQUE DE FRANCE, INSEE, EVOLIS.

ÉVOLUTION DU PIB EN FRANCE



L'INVESTISSEMENT - AURA

UNE ANNÉE ÉPROUVANTE POUR LES INVESTISSEURS

La dégradation de la conjoncture économique s'est accompagnée d'une série d'éléments contraires au bon dynamisme du marché de l'investissement, particulièrement chahuté en 2023. En France, moins de 11,6 milliards d'euros ont été investis en immobilier d'entreprise (bureaux, commerces, locaux d'activités, logistique), un résultat en très forte baisse annuelle de 55 % et significativement inférieur de 60 % à la moyenne décennale.

Cette configuration se retrouve à l'échelle de l'ensemble des marchés régionaux et le territoire Auvergne-Rhône-Alpes ne fait pas exception. D'une année à l'autre, sa part de marché reste néanmoins stable à 7 %, ce qui conforte ainsi sa place de deuxième région de France en termes de volume investi.

Alors que l'année 2022 s'était achevée sur un dernier trimestre record animé par plusieurs deals d'envergure, l'année 2023 accuse une chute importante des sommes investies. Toutes classes d'actif confondues, moins de 798 millions d'€ ont été engagés : un résultat en forte baisse annuelle de 56 %.

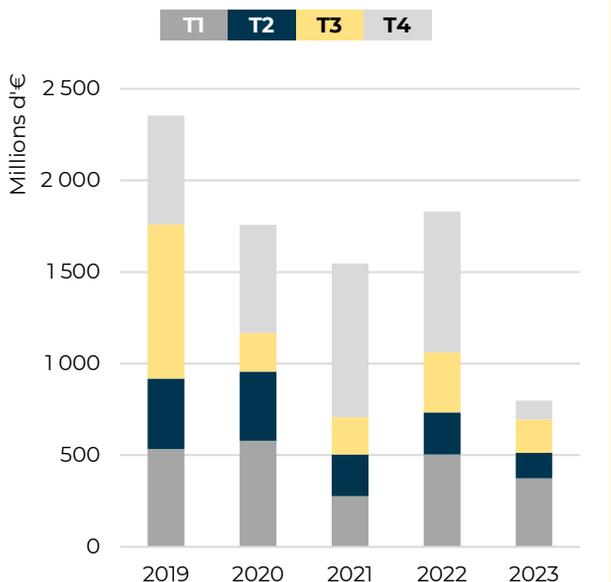
L'an passé, plusieurs VEFA d'envergure en bureaux s'étaient concrétisées, alors que ce type de deal a quasiment disparu du paysage en 2023. Cette tendance illustre la prudence persistante des investisseurs qui confrontés aux incertitudes financières, préfèrent se tourner vers des opérations sécurisées.

Les signatures supérieures à 100 millions d'€ se sont faites plus rares en 2023. Une seule transaction a été recensée : il s'agit de l'acquisition de l'immeuble WELINK par AEW : un projet de 18 700 m² situé dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon, implanté dans l'îlot Canopéa, ancienne friche des usines Fagor Brandt en cours de réaménagement dans le but de constituer un environnement de mixité urbaine.

À l'autre bout du spectre, la tranche inférieure à 10 millions d'€ a été largement plébiscitée. En l'absence de visibilité économique, les investisseurs préfèrent diluer le risque au travers d'une série d'opérations de moindre envergure, plutôt que d'engager une part plus importante de leurs capitaux dans une unique signature. La dégradation du contexte économique a élégamment un impact sur la nature et l'origine des investisseurs. L'année 2022 s'était caractérisée par le retour des acteurs allemands et britanniques, à l'origine notamment des trois VEFA majeures de l'année. À l'inverse, les acteurs français ont été majoritairement présents en 2023. Il s'agit d'un phénomène récurrent en période de crise : plus prudents, les investisseurs ont tendance à privilégier leurs marchés locaux.

Tous les segments de marché ne connaissent pas la même évolution. Conformément à la tendance nationale, les bureaux voient leur part chuter à 50 % contre 70 % il y a un an. Comparé à 2022 où plus d'1,2 milliard d'€ avait été investi sur cette typologie, le montant engagé en 2023 s'élève à 401 millions, soit un repli annuel de 68 %. En perte de vitesse depuis plusieurs années, le bureau fait face à une série de défis conjoncturels et structurels qui perturbe le dynamisme traditionnel de cette typologie d'actif (contexte économique, évolution des modes de travail, mutation structurelle des bureaux...). ►

ÉVOLUTION DES MONTANTS INVESTIS (€ AEM) TOUS TYPES D'ACTIF



SOURCES : IMMSTAT, EVOLIS

L'INVESTISSEMENT - AURA

Le recul des bureaux laisse la part belle à la logistique, sa part de marché est passée de 11 % à 23 % en un an. Cette remontée est remarquable, alors qu'à l'échelle nationale, la tendance a été inverse pour cette classe d'actif.

Avec un montant de 187 millions d'€, il s'agit de la seule classe d'actif à maintenir un niveau d'investissement annuel quasi stable dans la région Auvergne Rhône-Alpes. Les volumes ont été gonflés par les cessions de plusieurs portefeuilles, à l'image du portefeuille Gallic vendu par ETCHE FRANCE/KKR (5 actifs loués situés en région lyonnaise faisant ressortir un taux de rendement à 5,5 %). En fin d'année, H Log Capital a également investi plus de 20 M€ dans l'acquisition de deux entrepôts, situés à Echirolles et Millau.

Concernant le segment industriel, le ralentissement est moins prononcé par rapport aux autres typologies d'actif : le recul annuel n'est « que » de 6 %. Il faut dire aussi que les montants engagés sont plus modestes, et de ce fait, l'ajustement reste limité. L'an passé, environ 133 millions d'€ avaient été investis contre 125 millions en 2023. La part de marché de l'activité se renforce ainsi, passant de 7 % à 16 %.

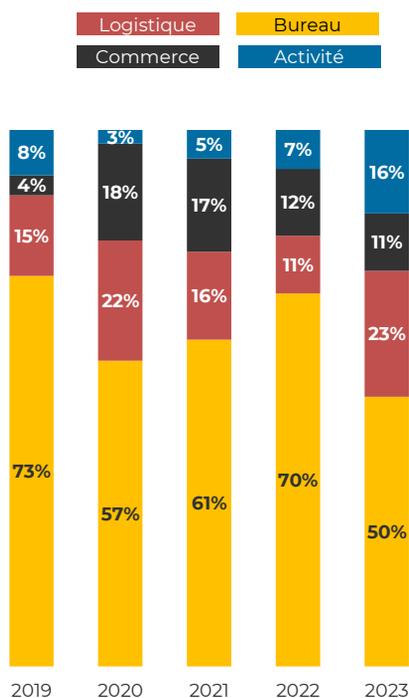
L'un des deals les plus importants de l'année a été réalisé par la SC Pythagore de Theorem. La société de gestion s'est ainsi positionnée sur le parc d'activités West Oak à Saint-Quentin-Fallavier, de près de 10 000 m², estimé à environ 16 M€.

Enfin, avec un volume investi approchant 86 millions d'euros, le commerce accuse un repli important de 63 % par rapport à 2022. Sa part de marché tombe à 11 %, et ce, dans un contexte économique particulièrement défavorable pour cette typologie d'actif. En proie à de nombreuses difficultés intrinsèques depuis plusieurs années, ce secteur immobilier souffre d'un relatif déficit d'intérêt de la part des investisseurs, aggravé encore par le durcissement de l'environnement économique.

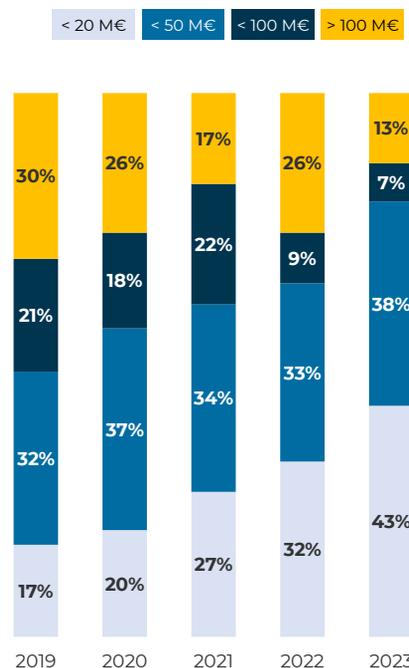
Au regard du niveau historique des taux de référence de la BCE et de l'OAT 10 ans, les taux de rendement ont poursuivi leur décompression en 2023, quelle que soit la classe d'actifs. Pour les bureaux, le taux de rendement *prime* est proche de 5,5 %. Pour l'activité, la fourchette moyenne se situe plutôt entre 7,5 % et 9 %. Enfin pour la logistique, les taux de rendement sont compris entre 4,5 et 5,5 % en fin d'année.

SOURCES : IMMOSTAT, EVOLIS.

RÉPARTITION DES MONTANTS INVESTIS (€ AEM) PAR TYPE D'ACTIF



RÉPARTITION DES MONTANTS INVESTIS (€ AEM) PAR TRANCHE DE PRIX



SOURCES : IMMOSTAT, EVOLIS.

MARCHÉ UTILISATEUR - BUREAUX

PERTE DE VITESSE

Dans un contexte de ralentissement de l'économie, le marché des bureaux de la métropole grenobloise a marqué le pas en 2023, selon les dernières données publiées par la FNAIM ENTREPRISES 38.

Alors que l'an passé, le marché des bureaux approchait du seuil des 100 000 m² commercialisés, il a retrouvé un rythme de commercialisation bien plus modeste en 2023. Égale à 49 250 m², la demande placée est de moitié inférieure au résultat enregistré l'an passé, pour un total de 121 transactions contre 160 en 2022. Comparé à la moyenne quinquennale, le recul est moindre, de l'ordre de 31 %, mais n'en reste pas moins significatif.

En excluant les projets clés en main, il faut remonter en 2020, année de la crise sanitaire, pour retrouver un volume annuel aussi faible. Cependant, il y a trois ans, le marché grenoblois avait bénéficié du succès des opérations clés en main. Elles représentaient alors 53 % de la demande placée, soit 39 000 m² comprenant les 18 000 m² du Campus Iseran d'Atos situé à Échirolles.

Cette configuration de marché ne s'est pas répétée depuis. Les opérations de ce type sont restées discrètes en 2023, avec moins de 5 000 m² commercialisés tandis que leur part de marché a chuté à 10 %.

Le ralentissement constaté sur le marché des bureaux s'explique également par une baisse significative de la demande des utilisateurs ces derniers mois.

Le nombre de transaction supérieure à 1 000 m² s'est maintenu dans sa fourchette haute, avec 9 signatures recensées en 2023 (contre 8 en moyenne par an depuis 10 ans). Néanmoins, ces signatures résultaient de demandes exprimées en fin d'année 2022, elles ont été signées avant l'été 2023, et depuis, un fort ralentissement des recherches est notable depuis le deuxième semestre.

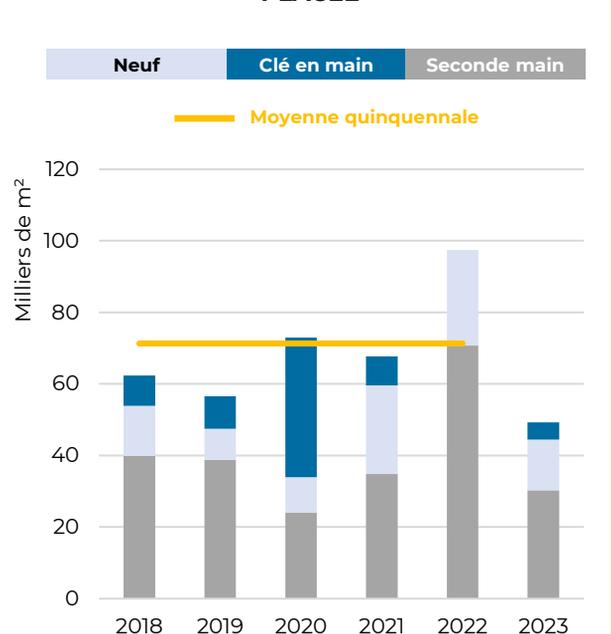
La prudence accrue des utilisateurs s'illustre également par la rationalisation des espaces loués : la surface moyenne prise à bail est aujourd'hui de 406 m² contre 609 m² il y a un an.

Le marché de l'agglomération grenobloise reste majoritairement porté par des transactions de seconde main. Avec 97 signatures, ces dernières concentrent 62 % de la demande placée contre 38 % pour les opérations neuves.

Les immeubles de dernière génération n'en restent pas moins plébiscités par les utilisateurs : ces derniers ciblent en priorité les centres d'activité les mieux établis, bien reliés aux réseaux de transport et disposant d'une offre servicielle attractive. À l'inverse, ils délaissent les actifs tertiaires obsolètes, pénalisés par leur localisation ou leur inadéquation aux problématiques environnementales. Ces critères sont aujourd'hui des vecteurs prépondérants d'attraction et de rétention des talents.

Les quartiers disposant de disponibilités neuves importantes et les mieux desservis en transport reflètent ainsi la mise. ►

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE PLACÉE



MARCHÉ UTILISATEUR - BUREAUX

Avec près de 16 000 m² commercialisés, soit 32 % du marché, le Sud de l'Agglomération prend la tête du classement, porté par 42 transactions. Le succès de ce secteur repose en grande partie sur une offre immédiate de qualité et une excellente desserte en transport. La commune d'Échirolles reste une destination prisée par les sociétés, comme l'illustrent les signatures de CGI France (une location de 2 530 m²) et de la MSA Grenoble (une acquisition de 1 800 m²).

Plébiscité par des acteurs issus du domaine de la recherche et de la technologie, le centre de Grenoble vient en seconde position, avec 34 transactions pour un volume de 14 710 m². Signature la plus importante de l'année, la société STMicroelectronics s'est positionnée sur une opération clé en main de 4 850 m².

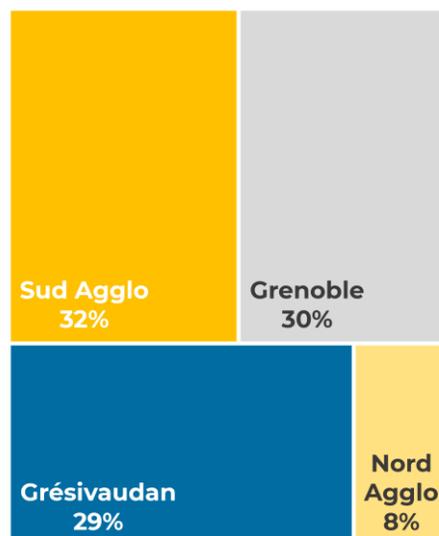
Enfin, concentrant 29 % du marché, le secteur Grésivaudan arrive sur la troisième marche du podium, avec 14 500 m² commercialisés. L'attractivité de la Technopole Innovallée ne se dément pas, comme en témoignent les récentes prises à bail dans la commune de Meylan : Banque populaire (2 595 m²), Siemens (1 850 m²) et CESI (1 177 m²).

En ce qui concerne les disponibilités, l'offre immédiate est orientée à la hausse : 140 000 m² sont disponibles, dont 22 800 m² de programmes neufs et 56 800 m² de bureaux obsolètes, en inadéquation avec la demande des utilisateurs. Il est à noter que la qualité globale du parc de bureaux s'améliore : un atout pour le marché au vu de la préférence des utilisateurs pour les immeubles de dernière génération. Sans rénovation préalable pour les rendre conformes aux obligations du décret tertiaire, les immeubles mal localisés et/ou trop vétustes sortent peu à peu du marché. Ils souffrent, par ailleurs, de la concurrence accrue des nombreux programmes livrés ou en cours de livraison dans Grenoble et dans la Technopole Innovallée. Ainsi, l'offre neuve bondit de 81 % en un an, l'offre de seconde main progresse de 17 %, tandis que les surfaces obsolètes continuent de se résorber.

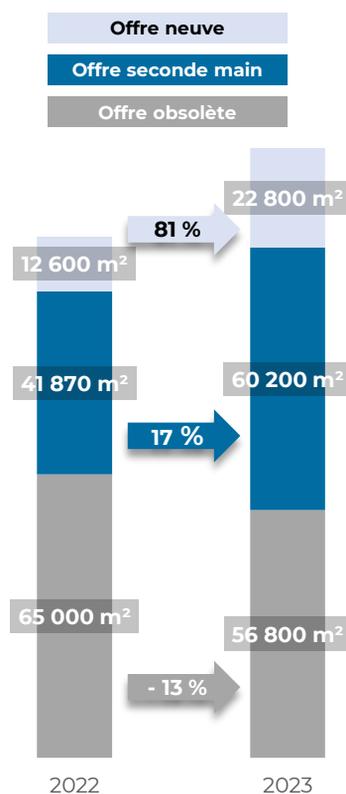
L'offre en cours de construction s'élève à 59 000 m², divisée en 25 programmes, dont plus de la moitié se situe dans les quartiers Bouchayer-Viallet, Presqu'île et Europôle (9 programmes, soit 27 400 m²). Certains programmes neufs ont été lancés en blanc sur Innovallée et Presqu'île, ce qui témoigne de la confiance des investisseurs dans ces secteurs dynamiques.

En complément de cette offre future, 14 projets sont en cours de précommercialisation (PC obtenu) mais non lancés, ce qui représente encore potentiellement 53 000 m². ▶

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA DEMANDE PLACÉE



ÉVOLUTION DE L'OFFRE IMMÉDIATE



SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

MARCHÉ UTILISATEUR - BUREAUX

Concernant les valeurs locatives et les prix de vente, la tendance à la hausse s'est maintenue en 2023, un phénomène particulièrement flagrant sur le marché de première main.

Sur le marché locatif, les loyers des immeubles neufs dans les secteurs centraux de l'agglomération se maintiennent entre 185 €/m²/an et 210 €/m²/an. Dans le secteur Grésivaudan, les valeurs se situent dans une fourchette légèrement inférieure, de 170 à 190 €/m²/an. En périphérie, les surfaces de 1^{ère} main se louent généralement entre 170 €/m²/an et 155€/m²/an.

Les valeurs de seconde main sont restées stables d'une année à l'autre : elles sont généralement comprises entre 90 et 135 €/m²/an en dehors de Grenoble et peuvent grimper jusqu'à 165 €/m²/an en fonction de l'emplacement géographique.

Concernant le marché de l'acquisition, la tendance est similaire : le prix des bureaux de seconde main sont restés relativement stables tandis que ceux de première main ont connu une progression plus importante.

Dans les secteurs centraux de la métropole, les prix au m² pour des bureaux neufs s'échelonnent de 2 800 €/m² à 2 900 €/m². En périphérie, les valeurs sont généralement comprises entre 2 370 €/m² et 2 760 €/m².

Sur le segment de seconde main, l'écart entre les prix au m² est plus important, en fonction de la localisation. Les valeurs sont comprises entre 1 600 €/m² et 2 200 €/m² dans les secteurs centraux. Dans les communes périphériques, les valeurs à l'acquisition sont plutôt comprises entre 1 700 €/m² et 900 €/m².

SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

LES VALEURS LOCATIVES EN 2023 (€ HT/m²/an)



LES PRIX DE VENTE EN 2023 (€/m²)



SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

MARCHÉ UTILISATEUR – LOCAUX D'ACTIVITÉS

DISPARITION DE L'OFFRE NEUVE

Le marché des locaux d'activités présente quelques similitudes avec le marché des bureaux : une année 2022 record, suivie d'une année 2023, forcément décevante en comparaison.

Après trois années de hausse successive, le marché des locaux d'activités a culminé en 2022, avec 160 000 m² commercialisés, un résultat exceptionnel. Les difficultés économiques de l'année 2023 auront finalement interrompu cette tendance porteuse. La demande placée atteint à peine 102 600 m², un résultat en recul de 35 % par rapport à l'an passé. Comparé à la moyenne quinquennale, le recul est moindre, de l'ordre de 20 %, mais n'en reste pas moins significatif.

Les projets clés en main, qui soutenaient la progression du marché ces dernières années ont fait défaut en 2023. Les 5 opérations de l'année totalisent 18 565 m², un volume en baisse de 67 % comparé aux 57 000 m² actés en 2022. Ce repli s'explique d'une part, par le contexte économique, mais également par le manque de foncier qui vient brimer l'activité.

Le segment de l'acquisition est plus impacté encore par le resserrement économique que celui de la location, la hausse des taux et les difficultés d'emprunt conséquentes sont venues freiner la demande des utilisateurs.

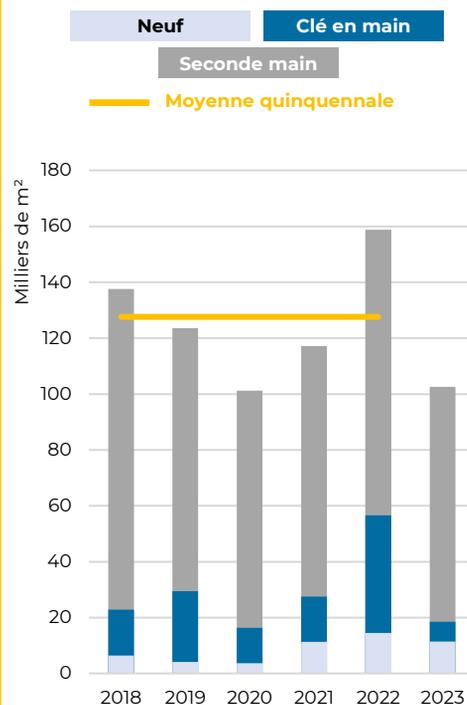
Géographiquement, l'activité se concentre principalement dans les secteurs périphériques de l'agglomération grenobloise, comme l'an passé. Bénéficiant de disponibilités plus importantes, le Nord et le Sud demeurent des destinations privilégiées par les utilisateurs et agrègent respectivement 39 % et 35 % de la demande placée.

Plusieurs transactions majeures sont venues animer ces marchés : la signature la plus importante de l'année a été enregistrée dans la commune Eybens (Sud Agglo). Il s'agit de l'acquisition par EPFL des 12 890 m² de l'ancien site HP. La prise à bail de 4 920 m² du Groupe Larivière dans la commune de Saint-Egrève (Nord Agglo) constitue la deuxième opération significative de l'année.

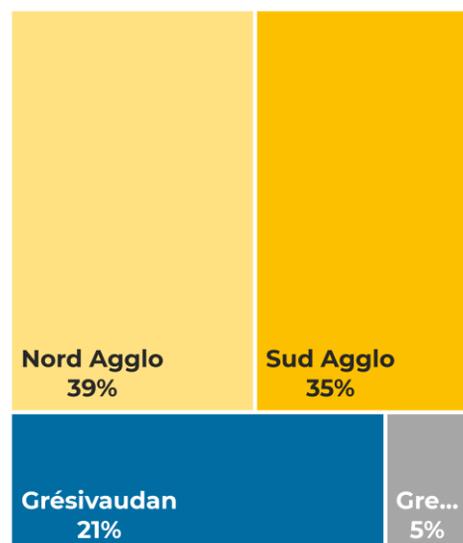
À 21 %, le secteur Grésivaudan conserve une part de marché stable d'une année à l'autre, avec 15 transactions enregistrées. Les utilisateurs ont largement plébiscité les communes de Meylan et Montbonnot, malgré la rareté des offres disponibles.

Enfin le secteur Grenoble Intra-Muros ferme la marche, avec une part de marché tombée à 5 %. Les faibles disponibilités et la pénurie de foncier chronique briment le bon dynamisme ce territoire. ►

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE PLACÉE



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA DEMANDE PLACÉE



SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

MARCHÉ UTILISATEUR – LOCAUX D'ACTIVITÉS

Aucun mouvement n'a été recensé sur les zones TechniSud ou Presqu'île, alors que l'an passé, la plus grande transaction de l'année y avait été réalisée. Il s'agissait, pour rappel, de l'acquisition par Verkor de l'ancien site Siemens pour y implanter un centre de recherche Verkor Innovation Centre. Localisée dans zone Grenoble Sud, l'acquisition par Poste Immo d'un local de type « messagerie du dernier kilomètre » de 3 170 m² constitue la transaction notable de 2023.

Malgré une hausse annuelle significative de 45 %, l'offre disponible s'élève à 62 000 m², un niveau qui demeure faible au regard de l'historique. La progression des disponibilités s'avère insuffisante pour espérer retrouver une bonne fluidité du marché. D'autant plus que cette consolidation s'est réalisée avant tout par l'addition de locaux de seconde main et que l'offre neuve a quasi disparue du paysage, avec moins de 1 000 m² disponibles. Le stock est aujourd'hui majoritairement composé de locaux peu qualitatifs, destinés quasi exclusivement à la location. Cette situation creuse davantage la profonde dichotomie entre l'offre vieillissante et les attentes des utilisateurs.

Cette configuration problématique ne devrait pas trouver de correctif à court terme, sachant qu'actuellement, aucune opération neuve à 6 mois n'est disponible sur le marché.

Dans ce contexte, les valeurs locatives et les prix de vente se sont maintenus à un niveau similaire à 2022, en dépit de l'environnement économique peu favorable.

LOYERS ET PRIX DE VENTE EN 2023

	LOCATION (€ HT/m ² /an)	VENTE (€ HT/m ²)
Clé en main	105 - 120	-
Neuf	85 - 95	1 200 - 1 400
Seconde main (rénové)	60 - 75	850 - 1 050
Seconde main (vieillissant)	35 - 55	400 - 700

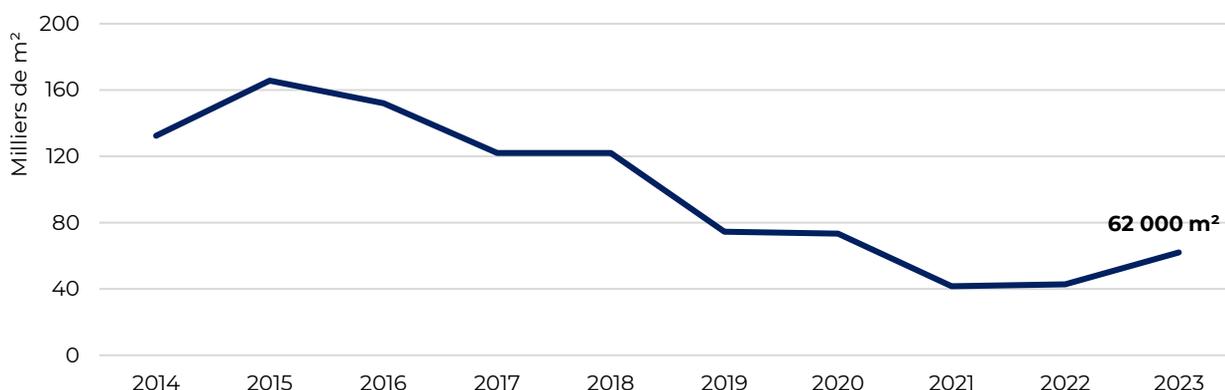
SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

Pour le marché locatif, la valeur moyenne des clés en main dépasse largement le seuil des 100 €/m²/an. Pour les locaux neufs (livrés brut de béton), la fourchette se situe entre 85 et 95 €/m²/an. En fonction de la qualité et de la localisation, les valeurs pour des locaux de seconde main peuvent fluctuer entre 35 et 75 €/m²/an.

En ce qui concerne le marché de l'acquisition, les valeurs se maintiennent entre 1 200 et 1 400 €/m² pour des locaux de première main. Le tassement est un peu plus important sur le segment de seconde main : le ralentissement de l'activité transactionnelle constaté en 2023 impacte à la baisse les valeurs de vente, qui sont comprises entre 400 et 1 050 €/m².

SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

ÉVOLUTION DE L'OFFRE IMMÉDIATE



SOURCES : FNAIM ENTREPRISES 38, EVOLIS.

20 400

CLIENTS DÉJÀ INSTALLÉS

21 AGENCES

9 EN ILE-DE-FRANCE ET 12 EN RÉGION



+ de 7 000

OFFRES A VOUS PROPOSER

22 ANS

D'EXPÉRIENCE

LOUEZ
ACHETEZ ET OCCUPEZ VOS LOCAUX
VENDEZ, CÉDEZ
METTEZ-EN (SOUS) LOCATION
INVESTISSEZ
FAITES GÉRER
AMÉNAGEZ

EVOLIS

www.evolis.fr

COMMUNICATION ET MARKETING ÉTUDES

Quentin GRAFF
Directeur Études

Email : qgraff@evolis.fr

Emilie RENTE
Chargée d'Études & de Veille

Email : erente@evolis.fr

Céline PLOUVIEZ-HOUP
Chargée de Communication

Email : cplouviez@evolis.fr

Laure CORMONT
Directrice Marketing & Communication

Email : lcormont@evolis.fr

Denny ABDUL PEÑA
Chargé de Communication

Email : dabdulpena@evolis.fr